

# LA CHINE EN RÉVOLTE

PAR ELI FRIEDMAN\*

Peu d'entre nous ont conscience de ce qui se joue actuellement en Chine, dans l'«*épicerie mondiale de l'agitation ouvrière*». Loin des images fantasmagiques des travailleurs chinois «*passifs et exploités*», des luttes majeures se déroulent en Chine. Les ouvriers chinois ont acquis une véritable puissance sociale, et si leurs luttes étaient jusqu'à présent éparses et défensives, elles semblent actuellement évoluer. Eli Friedman nous offre ici une réflexion saisissante sur la lutte des classes à l'heure de la mondialisation et ses conditions matérielles et politiques.

Dans l'imaginaire politique du néolibéralisme, la classe ouvrière chinoise est un véritable Janus. D'un côté, on l'imagine comme le vainqueur de la compétition à laquelle donne lieu la mondialisation capitaliste, comme le poids lourd conquérant dont l'ascension signe la ruine des classes ouvrières du monde riche. Que peuvent bien espérer obtenir les ouvriers en lutte de Détroit ou de Rennes, quand les migrants de Sichuan sont tout prêts à faire le même travail pour dix fois moins ?

Au même moment, cependant, ces mêmes ouvriers chinois sont décrits comme les victimes pitoyables de la mondialisation, ils incarnent la mauvaise conscience des consommateurs du Premier Monde. Passifs et exploités, ils triment et souffrent stoïquement pour que nous puissions nous offrir des iPhones et des serviettes de bain. Et nous seuls serions capables de les sauver, en absorbant le torrent de leurs exportations et en militant avec cœur pour qu'ils soient traités plus humainement par « nos » multinationales.

Pour une partie de la gauche des pays riches, la morale à tirer de ces deux récits contradictoires est que, dans nos propres sociétés, la résistance ouvrière appartient aux poubelles de l'histoire. De quel droit les ouvriers dorlotés du Nord, avec leurs « problèmes de Premier Monde », pourraient-ils en demander plus à un système qui leur offre déjà une telle abondance, fruit du travail des damnés de la terre ? Et quoi qu'il en soit, il serait parfaitement futile de tenter de résister à une menace concurrentielle aussi formidable.

En dépeignant les ouvriers chinois comme des Autres – comme des subalternes pitoyables ou, au contraire, comme des rivaux –, ce tableau travestit entièrement la réalité du travail en Chine aujourd'hui. Loin d'être des vainqueurs triomphants, les travailleurs chinois subissent une pression concurrentielle aussi violente que leurs homologues occidentaux, souvent aux mains des mêmes capitalistes. Plus déterminant, on ne peut vraiment pas dire que ce soit leur « stoïcisme » qui les distingue de nous.

Aujourd'hui, la classe ouvrière chinoise est en lutte. Plus de trente ans après que le Parti communiste a lancé son projet de réforme du marché, la Chine est indubitablement l'épicentre mondial de l'agitation ouvrière. Même s'il n'existe pas de statistiques officielles, il ne fait aucun doute que des milliers – si ce n'est des dizaines de milliers – de grèves éclatent chaque année. Ce sont toutes des grèves sauvages – pour la bonne raison que la grève n'est pas autorisée en Chine. Par conséquent, n'importe quelle journée prise au hasard a de bonnes chances d'avoir été le cadre d'une demi-douzaine, voire de plusieurs dizaines de grèves.

Plus important encore : *les ouvriers gagnent des batailles*, et beaucoup de grèves ont débouché sur d'importantes augmentations de salaire, bien au-delà des minimums légaux. La résistance ouvrière constitue un grave problème pour l'État et le capital chinois et, comme les États-Unis dans les années 1930, le gouvernement central s'est vu contraint de promulguer une foule de nouvelles lois sur le travail. Dans de nombreuses villes, le salaire minimum a été augmenté de plusieurs dizaines de pourcents, et de nombreux ouvriers ont commencé à recevoir, pour la première fois, de l'argent de l'assurance sociale.

Les mouvements de protestation des ouvriers n'ont fait que s'amplifier depuis deux décennies, et les deux dernières années ont marqué une avancée qualitative de ces luttes.

Mais s'il y a des leçons à tirer pour la gauche du Nord de l'expérience des travailleurs chinois, les identifier exige de se pencher sur les conditions uniques affrontées par ces travailleurs – des conditions qui, aujourd'hui, justifient à la fois un grand optimisme et un grand pessimisme.

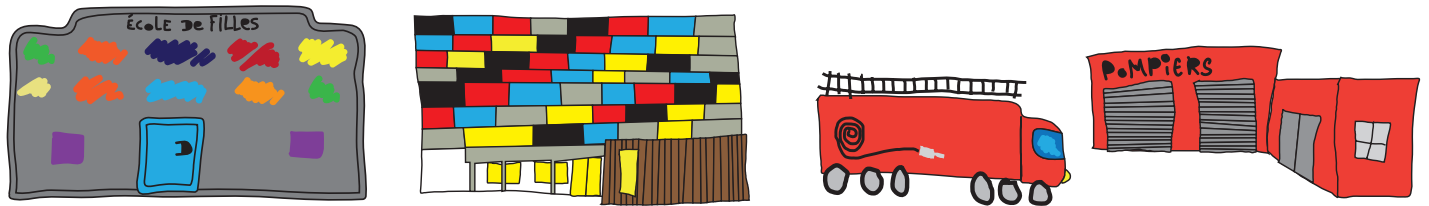
## Des tactiques de lutte éprouvées

Au cours des deux dernières décennies d'insurrection, on a vu émerger un éventail relativement cohérent de tactiques de résistance ouvrière. Quand un motif de mécontentement surgit, le premier réflexe des travailleurs chinois est généralement d'aller

\*Eli Friedman enseigne à l'université de Cornell, dans le Department of International and Comparative Labor.







des actions de sabotage, de destruction, à provoquer des émeutes, à assassiner leurs patrons et à affronter physiquement la police. Ce type de tactique semble adopté le plus souvent en réaction à des vagues massives de licenciement ou à des faillites. Un certain nombre de confrontations particulièrement intenses ont eu lieu fin 2008 et début 2009 en réaction à l'im-

---

**De plus en plus, les migrants refusent purement et simplement les boulots durs et mal payés des zones de production destinée à l'export.**

---

mense vague de licenciements dans le secteur des exportations qui résulta de la crise économique en Occident. Comme je vais tâcher de l'expliquer, il se pourrait bien que soit en train de se développer chez les ouvriers une attitude hostile vis-à-vis de la police.

Mais, de tout cet inventaire des formes de résistances, l'aspect le moins spectaculaire est peut-être le plus essentiel, au sens où il constitue la toile de fond de tous les autres: de plus en plus, les migrants refusent purement et simplement les boulots durs et mal payés des zones de production destinée à l'export du Sud-Est, vers lesquelles ils affluaient jusqu'à présent.

C'est en 2004 qu'est apparu pour la première fois le problème de la pénurie de main-d'œuvre. Dans un pays comptant encore plus de 700 millions de ruraux, la plupart des gens pensèrent que cela ne durerait pas. Huit ans plus tard, il est clair qu'un changement structurel est en train d'avoir lieu. Les causes de cette pénurie de main-d'œuvre ont suscité les plus vifs débats parmi les économistes, et je n'y reviendrai pas. Nous nous contenterons ici de noter qu'un grand nombre d'entreprises des provinces côtières comme celles du Guangdong, du Zhejiang et du Jiangsu n'ont pas réussi à attirer et à retenir les travailleurs.

Indépendamment des raisons particulières que l'on peut donner pour expliquer ce phénomène, ce qu'il faut relever, c'est que la pénurie a entraîné l'augmentation des salaires et a accru le pouvoir des travailleurs sur le marché du travail – un avantage qu'ils ont su exploiter.

**2010 : des luttes qui changent de nature**

L'été 2010 a été un moment décisif, marqué par une vague de grèves mémorables initiée dans l'usine de transmission de Honda à Nanhai.

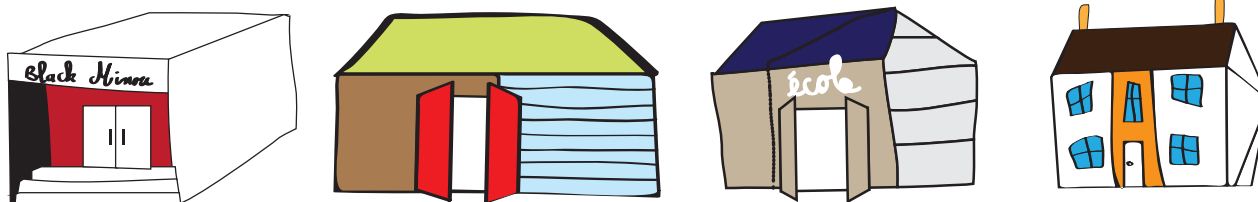
Depuis, la nature même de la résistance des travailleurs a changé, ce qui a été noté par de nombreux commentateurs. Plus important encore, les revendications des travailleurs ont pris un caractère *offensif*. Ceux-ci se sont mis à réclamer des augmentations de salaire bien supérieures à celles auxquelles ils pouvaient légalement prétendre, et la revendication de pouvoir élire leurs propres représentants a émergé au cours de nombreuses grèves.

La vague de grèves a débuté à Nanhai, où les travailleurs se plaignaient depuis des semaines des bas salaires et discutaient d'un possible arrêt du travail. Le 17 mai 2010, presque aucun d'entre eux ne savait qu'un seul employé – que de nombreux rapports ont depuis identifié sous le pseudonyme de Tan Zhiqing – lancerait la grève de sa propre initiative, simplement en déclenchant le signal d'alarme, qui stoppa net les deux lignes de production de l'usine.

Les travailleurs sortirent de l'usine. L'après-midi même, la direction les exhortait à retourner travailler et à engager des négociations. La production reprit le même jour, mais les travailleurs avaient formulé leur première revendication: une augmentation de salaire de 800 yuans par mois, soit une hausse moyenne de 50 %.

D'autres revendications suivirent, concernant la «réorganisation» du syndicat officiel de l'entreprise, qui ne leur offrait pratiquement aucun soutien dans leur lutte, et la réintégration de deux employés licenciés. Au cours des négociations, les travailleurs se mirent à nouveau en grève et, au bout d'une semaine, toutes les usines d'assemblage Honda avaient dû être arrêtées faute de pièces détachées.

Pendant ce temps, les nouvelles de la grève de Nanhai ont commencé à se répandre et ont suscité dans tout le pays une agitation générale chez les ouvriers. Les journaux chinois titraient en Une: «*Chaque vague est plus haute que la précédente: une grève éclate aussi dans l'usine de verrouillage de Honda*»; «*70 000 grévistes dans 73 entreprises à Dalian, la grève se clôt par une augmentation des salaires de 34,5 %*»; «*Les vagues de grèves à Honda sont un choc pour le modèle de production low-cost*». L'augmentation des salaires a été la principale



revendication de toutes ces grèves, même si dans de nombreux cas la question de la réorganisation des syndicats a aussi été mise sur la table – ce qui représente une évolution politique très importante.

L'une de ces grèves sauvages fut particulièrement remarquable sur le plan de l'organisation militante. Le week-end des 19 et 20 juin, un groupe de travailleurs de Denso, un fournisseur japonais de pièces détachées automobiles pour Toyota, se réunit en secret pour discuter d'un plan. Ils optèrent pour la stratégie des « trois sans » : trois jours sans travail, sans revendications et sans représentants.

Ils savaient qu'en perturbant la chaîne d'approvisionnement, l'usine d'assemblage Toyota voisine serait arrêtée en l'espace de quelques jours. En s'engageant à faire grève trois jours sans revendications, ils comptaient sur les pertes qui s'accumuleraient alors à la fois pour Denso et pour toute la chaîne de production de Toyota.

Leur plan fonctionna. Le lundi matin, ils démarrèrent la grève en arrêtant le travail et en empêchant les camions de sortir de l'usine. L'après-midi même, six autres usines de la zone industrielle avaient fermé et, dès le lendemain, le manque de pièces détachées imposait l'arrêt de l'usine d'assemblage de Toyota.

Le troisième jour, comme prévu, les travailleurs élaient 26 représentants et ouvraient des négociations autour d'une exigence principale : l'augmentation des salaires de 800 yuans. Après trois jours de pourparlers avec notamment le PDG de Denso, arrivé du Japon pour négocier avec eux, on annonça leur victoire inconditionnelle sur ce point.

Si l'été 2010 s'était caractérisé par une résistance au capital certes radicale mais relativement disciplinée, l'été 2011 fut le théâtre de deux insurrections de masse contre l'État.

Au cours d'une même semaine de juin 2011, d'immenses émeutes de travailleurs secouèrent les zones industrielles de Chaozhou et Guangzhou, entraînant des destructions nombreuses mais très ciblées. Dans la ville de Guxiang, dans la préfecture de Chaozhou, un ouvrier sichuanais venu chercher des arriérés de salaire avait été violemment attaqué par des gros bras armés de couteaux et par son ancien patron. En réponse, des milliers de migrants, dont nombre souffraient depuis des années de discriminations et étaient exploités par leurs employeurs avec la complicité des fonctionnaires locaux, se

mirent à manifester devant les bureaux du gouvernement local.

Le mouvement de protestation se présentait comme ayant été initié par une « *hometown association* » sichuanaise peu structurée, une de ces organisations para-mafieuses qui prolifèrent dans un contexte où le droit d'association n'existe pas. Après

---

*En quelques années à peine, la résistance des travailleurs, qui était défensive, est devenue offensive. Des incidents apparemment mineurs ont déclenché des soulèvements de masse, signes d'une colère généralisée.*

---

avoir encerclé les bureaux du gouvernement local, les migrants retournèrent rapidement leur colère sur les résidents locaux, jugés responsables de discriminations. Suite à l'incendie de dizaines de voitures et au pillage de magasins, il fallut faire appel à des policiers armés pour mettre fin à l'émeute et disperser les habitants, qui s'étaient organisés en milices.

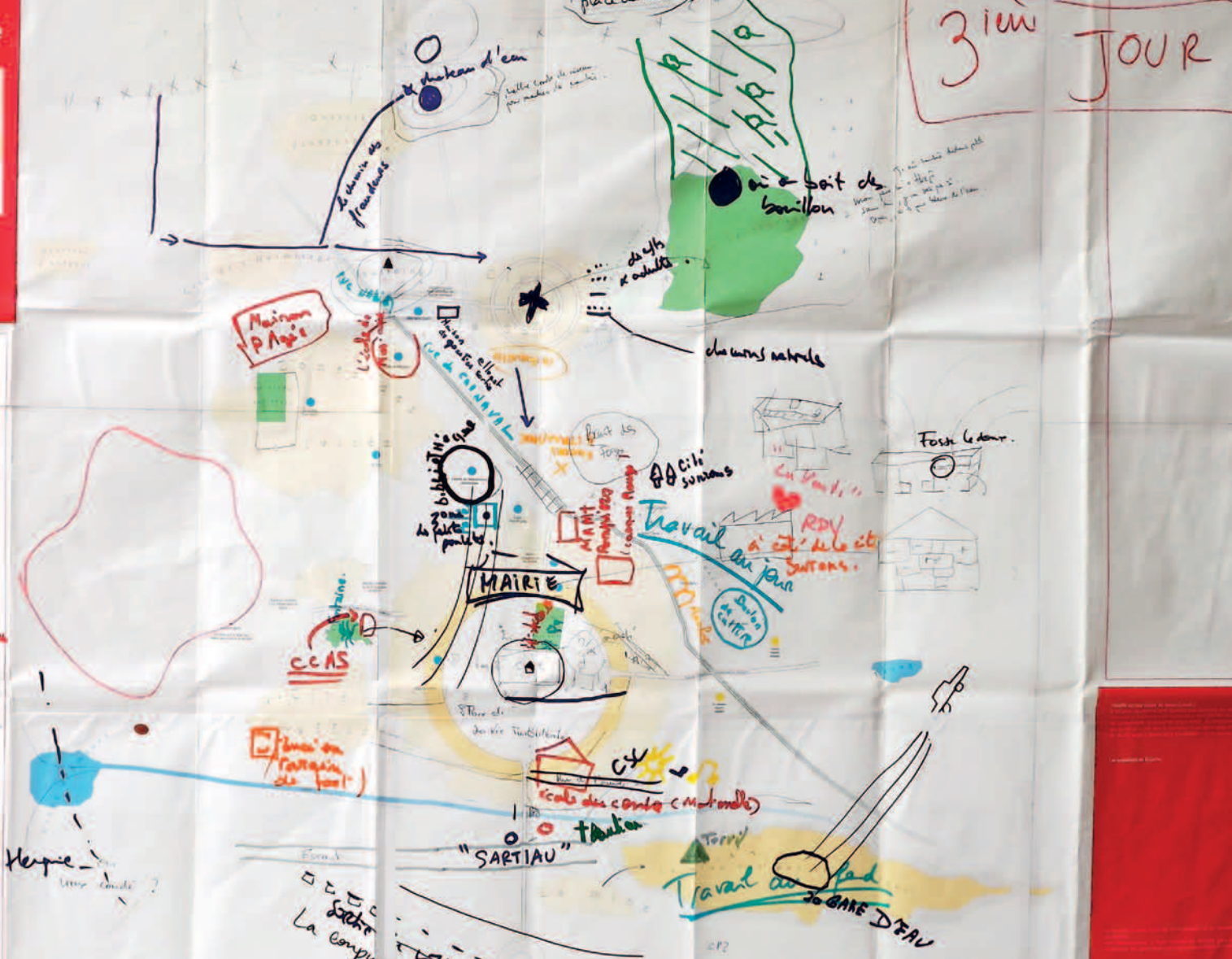
À peine une semaine plus tard, une révolte encore plus spectaculaire éclata dans la banlieue de la préfecture de Guangzhou, à Zengcheng. Une femme sichuanaise enceinte, vendeuse à la sauvette, avait été approchée par des policiers qui l'avaient violemment jetée à terre. La rumeur se propagea vite parmi les ouvriers que la femme avait fait une fausse couche suite à cette rencontre avec la police – que cela fut vrai ou non perdit rapidement toute importance.

Rendus furieux par ce nouvel exemple de violence policière, les travailleurs indignés manifestèrent violemment pendant plusieurs jours à Zengcheng, brûlant un commissariat, attaquant des policiers anti-émeute et bloquant une autoroute. D'autres migrants du Sichuan auraient alors afflué d'autres localités de la région vers Zengcheng pour se joindre aux émeutiers. L'Armée populaire de libération fut finalement déployée pour mettre fin à l'insurrection, et c'est à balles réelles qu'elle fit face aux militants. Malgré le démenti du gouvernement, il est probable qu'un certain nombre de personnes aient été tuées.

En quelques années à peine, la résistance des travailleurs, qui était défensive, est devenue offensive.



Devane (F)  
Belge  
Zone  
wash Ann?  
Escaut  
Toujours Bruxelles  
peut d'arriver  
pour les habitants  
Heure  
La comp



Des incidents apparemment mineurs ont déclenché des soulèvements de masse, signes d'une colère généralisée. Par ailleurs, la pénurie de main-d'œuvre dans les zones côtières suggère des changements structurels qui modifient également la dynamique des conflits liés à la question du travail.

Tout cela constitue un défi majeur pour le modèle de développement axé sur l'exportation et la pression sur les salaires qui a caractérisé l'économie politique des régions côtières du Sud-Est chinois depuis plus de vingt ans. À la fin de la vague de grèves de 2010, dans les médias chinois, les commentateurs déclaraient que l'ère des bas-salaires touchait à sa fin.

### Une politisation encore précaire

Mais si ces gains matériels justifient un certain optimisme, la dépolitisation est si bien ancrée dans la société chinoise que les travailleurs ne peuvent pas réellement tirer profit de ces victoires. Toutes leurs tentatives pour formuler un discours politique explicite sont instantanément réduites à néant par la droite et ses alliés au sein de l'État, qui n'ont pour cela qu'à évoquer le spectre du chaos: «Est-ce que vraiment vous voulez voir revenir la catastrophe de la Révolution culturelle?»

Si, à l'Ouest, «il n'y a pas d'alternative», en Chine, il y a sans doute officiellement une alternative, mais elle offre le choix entre l'efficacité d'une technocratie capitaliste sans heurts (le fantasme de Singapour) et une violence politique absolue, sauvage et profondément irrationnelle. Par conséquent, les travailleurs acceptent de se soumettre à la séparation imposée par l'État entre luttes économiques et luttes politiques, et présentent délibérément leurs revendications comme économiques et légales, conformément à l'idéologie abrutissante de l'«harmonie». Ne pas le faire susciterait inévitablement une rigoureuse répression de la part de l'État.

Les travailleurs peuvent certes gagner telle grève sur les salaires dans telle usine, ou obtenir une assurance sociale dans une autre, mais ce type d'insurrection éparse et éphémère, désubjectivée, échoue à se cristalliser dans des formes durables d'organisation contre-hégémonique capable de contraindre l'État ou le capital au niveau de la classe.

Du coup, lorsque l'État intervient effectivement au nom des travailleurs – soit en soutenant leurs revendications immédiates lors des négociations de grève, soit en promulguant des lois améliorant leur niveau de vie –, son image de «Léviathan bienveillant» s'en



trouve encore renforcée. S'il intervient ainsi, ce n'est bien sûr pas sous la contrainte des revendications des travailleurs, mais parce qu'il se soucie des « *groupes faibles et désavantagés* », comme on désigne les travailleurs dans le vocabulaire officiel.

Pourtant, ce n'est que par une disjonction idéologique de la cause et de l'effet que l'État peut continuer à prétendre que les travailleurs sont « faibles ». Étant donné le succès relatif de cette entreprise, on peut dire que la classe ouvrière est politique, mais qu'elle méconnaît sa propre activité politique.

### **Des conditions matérielles de la lutte – et de leur évolution**

On ne peut pas comprendre comment cette situation peut se maintenir si l'on ne se penche pas sur la position sociale et politique de la classe ouvrière d'aujourd'hui. Le travailleur chinois actuel est très loin des prolétaires héroïques et hyper-masculinisés des affiches de propagande promouvant la Révolution culturelle. Dans le secteur public, les travailleurs n'ont jamais vraiment été les « maîtres de l'entreprise », comme le prétendait l'État, mais, en revanche, ils avaient la garantie d'être employés à vie, et leur unité de travail assumait également le coût de la reproduction sociale en leur fournissant un logement, une éducation pour leurs enfants, des soins de santé et une retraite, et en prenant même en charge les cérémonies de mariage et d'enterrement.

Dans les années 1990, le gouvernement central entreprit un effort massif de privatisation, de réduction des effectifs et de limitation des subventions de nombreuses entreprises publiques, ce qui donna lieu à des bouleversements sociaux et économiques majeurs dans ce qu'on a appelé la *Rust belt* du Nord-Est de la Chine [NdT: « ceinture de rouille », régions industrielles en récession – une reprise du terme usité pour les régions du Nord-Est américain]. Si les conditions de vie des travailleurs des entreprises publiques encore existantes restent meilleures en termes relatifs, ces entreprises sont de plus en plus gérées selon la logique du profit maximum.

Ce qui nous intéresse plus immédiatement ici, c'est la nouvelle classe ouvrière, composée de paysans ayant quitté la campagne pour les villes de la *Sun belt* (« ceinture du soleil ») du Sud-Est. Avec le début de la transition vers le capitalisme, en 1978, les paysans s'en tirèrent d'abord plutôt bien, le marché offrant un prix de vente supérieur pour les denrées agricoles que ne le faisait l'État. Mais dès le milieu des années 1980, ces gains furent rapidement balayés par une inflation galopante, et la population rurale se mit à la recherche de nouvelles sources de revenus. Comme au même moment la Chine ouvrait ses portes à des industries orientées vers l'export dans

les régions de la côte sud-est, ces paysans se transformèrent en travailleurs migrants.

Parallèlement, l'État prit conscience que tout un ensemble d'institutions héritées de l'économie dirigée pouvaient être utiles pour favoriser l'accumulation privée. Au premier rang de celles-ci, on trouvait

---

### ***Subjectivement, les migrants ne se qualifient pas eux-mêmes d'« ouvriers ».***

---

le *hukou* ou système d'enregistrement de résidence, qui liait les prestations sociales des individus à un lieu particulier. Le *hukou* est un instrument d'administration complexe et de plus en plus décentralisé, mais le point important à retenir est qu'il institutionnalise une coupure spatiale et sociale entre les activités des travailleurs relevant de la production et celles relevant de la reproduction, c'est-à-dire entre leur vie de travailleurs et leur vie de famille, chez eux.

Cette séparation a modelé tous les aspects des luttes des travailleurs migrants. Les jeunes migrants viennent dans les villes pour travailler dans des usines, dans des restaurants, sur des chantiers, pour se livrer à de petits trafics, pour vendre de la nourriture ou travailler dans l'industrie du sexe. Mais l'État n'a jamais prétendu qu'ils étaient égaux en droits aux habitants de la ville, ni qu'ils y étaient les bienvenus à long terme.

Les migrants n'ont accès à aucun des services publics dont jouissent les habitants des villes: ni à la santé, ni au logement, ni à l'éducation. Pour rester en ville, ils doivent y être officiellement autorisés et, au cours des années 1990 et 2000, il y eut de nombreux cas de migrants détenus, battus et « expulsés » pour défaut de papiers. Pendant au moins une génération, l'objectif principal des travailleurs migrants a été de gagner autant d'argent que possible pour pouvoir ensuite revenir au village aux alentours de vingt-cinq ans, s'y marier et y élever des enfants.

D'autres dispositifs formels garantissent que les migrants ne puissent pas s'installer durablement en ville. Le système d'assurance sociale (qui comprend l'assurance santé, les retraites, l'assurance chômage, les indemnités de congé maternité et l'assurance contre les accidents au travail) est organisé au niveau municipal. Cela veut dire que les migrants qui ont la chance d'avoir une assurance sociale par leur employeur – et qui ne représentent déjà qu'une petite minorité – contribuent financièrement à un système dont ils ne bénéficieront jamais. Si les retraites sont attachées à un lieu particulier, quel sens cela aurait-il pour un migrant d'en demander une meilleure ? De façon assez rationnelle, les revendications des



travailleurs se focalisent donc sur la question la plus immédiate : celle du niveau des salaires.

Ainsi, subjectivement, les migrants ne se qualifient pas eux-mêmes d'« ouvriers », pas plus qu'ils ne se pensent comme appartenant à la « classe ouvrière ». Ils se voient plutôt comme *mingong*, comme des paysans-ouvriers, et leur occupation est de « vendre leur travail » (*dagong*), plutôt qu'ils n'ont une profession ou une carrière. La temporalité de cette relation au travail tend peut-être à devenir la norme dans le capitalisme néolibéral, mais les taux de *turnover* dans de nombreuses usines chinoises sont tout de même stupéfiants, excédant parfois les 100 % par an.

Les conséquences de cette situation quant à la dynamique de la résistance des travailleurs sont immenses. On relève par exemple très peu de luttes portant sur la durée de la journée de travail. Et en effet, pourquoi les travailleurs souhaiteraient-ils passer plus de temps dans une ville qui les rejette ? Que peut signifier l'argument de « l'équilibre entre le travail et la vie » à un travailleur migrant de dix-huit ans trimant dans une usine de la banlieue de Shanghai ? Dans la ville, les migrants vivent pour travailler – non pas au sens où ils « actualiseraient leur essence » à travers leur travail, mais au sens le plus littéral. Dès lors que les ouvriers considèrent qu'ils ne sont là que pour gagner de l'argent qu'ils rapporteront finalement chez eux, il y a peu de raisons (et peu de chances) qu'ils exigent de jouir de plus de temps pour faire « ce qu'ils désirent » dans la ville.

Un autre exemple : chaque année, juste avant le Nouvel an chinois, le nombre de grèves dans le secteur de la construction monte en flèche. Pourquoi ? Cette fête est le seul moment de l'année où la plupart des migrants retournent dans leur ville d'origine, et c'est souvent leur seule occasion de voir leur famille, et souvent même leur conjoint et leurs enfants. Les travailleurs du secteur sont généralement payés seulement à l'achèvement du projet, mais le non versement

des salaires est devenu courant depuis la dérégulation de l'industrie, dans les années 1980. L'idée de revenir au village les mains vides est inacceptable pour les ouvriers, étant donné que la raison pour laquelle ils sont partis pour la ville est précisément la promesse de salaires un peu plus élevés. D'où les grèves.

En d'autres termes, les travailleurs migrants n'ont pas tenté de lier les luttes portant sur la production aux luttes concernant d'autres aspects de la vie ou des questions sociales plus générales. Ils sont exclus de la communauté locale et n'ont pas le statut de citoyens, de sorte qu'ils ne peuvent s'exprimer en tant que tels. Ainsi leurs revendications salariales n'ont pas évolué vers la revendication de plus de temps, de meilleurs services sociaux ou de droits politiques.

Dans le même temps, le capital s'est quant à lui appuyé sur plusieurs méthodes éprouvées pour garantir ses profits.

Au sein de l'usine, l'évolution majeure de ces dernières années, qui paraîtra terriblement familière aux travailleurs aux États-Unis, en Europe ou au Japon, a été l'explosion de diverses formes de travail précaire et de toute une série de statuts, notamment celui de travailleur à temps partiel, de stagiaire et, plus important encore, de « travailleur en mission ».

Les « travailleurs en mission » sont employés directement par des « agences d'intérim » – dont beaucoup dépendent des bureaux du travail locaux – qui les « envoient en mission » sur des sites où on les fait travailler. Ce système a évidemment pour effet d'obscurcir la relation entre employeur et employé et d'améliorer la flexibilité du travail pour le capital. Le « travail en mission » concerne aujourd'hui un pourcentage énorme de la force de travail (souvent plus de 50 % de la force de travail dans un lieu de travail donné), et touche un éventail incroyablement étendu d'industries, de la confection à l'énergie, aux transports, à la banque, à la santé, au système sanitaire et à l'industrie des services. Cette tendance s'est développée dans les entreprises privées aussi bien nationales qu'étrangères, dans les *joint ventures* (co-entreprises sino-étrangères) aussi bien que dans les entreprises publiques.

Mais le grand changement de ces dernières années a été la relocalisation du capital industriel des régions côtières vers les régions centrales et occidentales

du pays. Des conséquences sociales et politiques immenses découlent de cette translation : elle offre à la classe ouvrière un ensemble de possibilités inédites et pourrait être à la source de transformations majeures. La question de savoir si ces possibilités se réaliseront ou non ne peut bien sûr être résolue qu'en pratique.

L'exemple de Foxconn, le plus grand employeur privé en Chine, est ici particulièrement instructif. Foxconn a quitté son foyer originel, à Taïwan, pour la ville côtière de Shenzhen il y a plus de dix ans, mais à la suite d'une série de suicides de travailleurs, en 2010, et de l'examen en cours par la puissance publique de son management extrêmement militarisé et aliénant, l'entreprise s'est vue contrainte de se relocaliser une nouvelle fois. Elle est actuellement en train de réduire la masse salariale de ses usines de Shenzhen, ayant construit de nouvelles usines gigantesques dans les provinces du centre du pays. Les deux plus grandes sont situées dans les capitales provinciales de Zhengzhou et de Chengdu.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ces régions intérieures intéressent de telles entreprises. Bien que les salaires à Shenzhen et dans les autres régions côtières soient très peu élevés au regard des normes internationales (moins de 200 dollars par mois), dans les provinces intérieures comme celles de Henan, Hubei et Sichuan, les salaires peuvent être moitié moindres. Beaucoup d'employeurs supposent aussi, peut-être à raison, qu'en étant plus près de la source de la force de travail, ils jouiront d'un réservoir de travailleurs plus étendu, et, comme on le sait, un marché du travail plus fluide a également des avantages politiques immédiats pour le capital. C'est là encore une histoire classique dans le capitalisme : l'historien du travail Jefferson Cowie a ainsi mis en évidence un processus similaire à l'œuvre dans son histoire des « *soixante-dix ans de quête de travail à bas prix*<sup>2</sup> » du producteur de matériel électronique RCA – une quête qui devait faire voyager l'entreprise, partie du New Jersey, jusqu'à l'Indiana, au Tennessee, et enfin au Mexique.

Si les régions côtières de la Chine ont offert au capital transnational des conditions sociales et politiques extrêmement favorables pendant ces deux dernières décennies, les choses seront différentes à l'intérieur. L'antagonisme entre le capital et le travail est peut-être universel, mais le conflit de classe se construit sur le terrain de la particularité.

Mais quelle est donc la spécificité des régions intérieures de la Chine, et en quoi cette spécificité justifie-t-elle un relatif optimisme ? Alors que les migrants venus travailler dans les régions côtières n'y sont nécessairement que de passage, et alors que leurs luttes sont par définition éphémères, dans l'intérieur du pays, ils ont la possibilité d'établir des

communautés durables. En théorie, cela signifie qu'il est dès lors davantage possible que se rejoignent les luttes concernant la sphère de la production et celles concernant la sphère de la reproduction – ce qui était impossible tant que ces deux domaines étaient spatialement séparés.

Prenez la question du *hukou*, le système d'enregistrement de la résidence. Les gigantesques mégapoles de l'Est vers lesquelles les migrants ont afflué

---

***Auparavant, les employeurs n'avaient pas à payer aux travailleurs migrants un salaire décent, dans la mesure où il était clair que les travailleurs repartiraient dans leur village pour y fonder un foyer.***

---

en masse par le passé restreignent très strictement l'accès au droit de résidence local. Même des cols blancs diplômés de l'université peuvent avoir du mal à obtenir un *hukou* à Beijing.

Les plus petites villes de l'intérieur mettent en revanche beaucoup moins d'obstacles à l'obtention du droit de résidence. Si tout cela reste bien sûr hypothétique, il est intéressant de réfléchir à la façon dont cela pourrait changer la dynamique de la résistance des travailleurs. Si, auparavant, la trajectoire de vie qu'étaient censés avoir les migrants se déroulait en deux temps nettement distincts – d'abord, partir en ville quelques années pour gagner de l'argent, puis revenir chez soi et y fonder une famille –, on peut supposer que les travailleurs de l'intérieur ont une perspective tout à fait différente. Tout à coup, ils ne sont plus simplement à tel endroit pour « travailler », ils y « vivent » aussi.

Cela implique qu'il va devenir bien plus probable que les migrants s'installent de façon permanente dans la ville où ils travaillent. Ils voudront y trouver un conjoint, y avoir leur propre lieu d'habitation, y avoir des enfants, les envoyer à l'école – en un mot, ils voudront se livrer à des activités de reproduction sociale.

Auparavant, les employeurs n'avaient pas à payer aux travailleurs migrants un salaire décent, et il n'y avait là-dessus de part et d'autre aucune ambiguïté, dans la mesure où il était clair que les travailleurs repartiraient dans leur village pour y fonder un foyer. Mais dans les régions intérieures, il est à supposer que les migrants exigeront toutes les choses qui sont nécessaires à une vie décente : un logement, des soins de santé, une éducation pour leurs enfants et un certain degré de protection contre le chômage et la vieillesse. Ils seront également susceptibles d'exiger du temps pour eux et pour leur communauté, une exigence dont l'absence était flagrante jusqu'à maintenant.



Ce changement de situation ouvre la possibilité de la politisation de l'agitation ouvrière. Les migrants des régions côtières n'ont jamais considéré qu'ils avaient droit à des services publics décents. Mais s'ils peuvent obtenir un droit de résidence dans les régions intérieures, leurs éventuelles revendications

---

*D'un côté, les travailleurs résistent ici et là sans aucune organisation ni stratégie d'ensemble, de l'autre l'État et le capital réagissent à ces crises de façon consciente et coordonnée.*

---

portant sur les services sociaux pourraient aisément se développer en un mouvement général, pour peu qu'ils parviennent à échapper à la parcellisation des luttes ayant pour base le lieu de travail. Les revendications portant sur la protection sociale sont plus susceptibles de s'adresser à l'État qu'à tel ou tel employeur particulier, et pourraient ainsi mettre en place les fondements symboliques d'une confrontation généralisable.

#### **Pour un optimisme modéré**

S'il est aisé de mythifier la résistance courageuse et parfois spectaculaire des travailleurs migrants, en réalité, leur réaction la plus courante à de mauvaises conditions de travail reste de partir chercher un autre travail, ou de rentrer chez soi. Mais cela pourrait également changer si les travailleurs vivent là où ils travaillent. Les conditions pourraient bien être en place aujourd'hui pour que les migrants refusent de céder et luttent pour leur communauté et en son sein plutôt que de simplement fuir.

L'histoire et la trajectoire individuelles des travailleurs de l'intérieur pourraient également avoir un effet positif sur le militantisme. Nombre de ces migrants ont un passé de travail et de lutte dans les régions côtières. Certes, des travailleurs plus âgés n'ont peut-être pas la fougue militante des jeunes gens, mais leur expérience des rapports avec des employeurs exploités et avec leurs alliés au sein de l'État pourrait s'avérer inestimable.

Enfin, les travailleurs auront désormais de plus grandes ressources sociales disponibles. Dans les grandes villes de la côte, ils avaient peu de chances de bénéficier de la sympathie des habitants permanents, une réalité rendue douloureusement évidente par les émeutes du Guxiang. À l'inverse, dans les régions intérieures, les travailleurs seront susceptibles d'avoir près d'eux des amis ou de la famille, c'est-à-dire des gens qui non seulement auront tendance à prendre leur parti, mais qui ont toutes les

chances de pouvoir bénéficier directement d'une augmentation des salaires et de l'accès à des services sociaux. Cela ouvre donc la possibilité d'une extension des luttes, au-delà du seul lieu de travail, à des questions sociales plus larges.

Sans doute y a-t-il à gauche des gens qui s'enthousiasment pour la résistance perpétuelle en elle-même. Et il est vrai que la forme qu'a prise le conflit de classe en Chine a effectivement troublé de façon majeure le processus d'accumulation capitaliste.

Il n'en reste pas moins que les travailleurs impliqués dans ces luttes sont étrangers au caractère politique de leurs propres actions. On observe ainsi une profonde asymétrie : d'un côté, les travailleurs résistent ici et là sans aucune organisation ni stratégie d'ensemble, de l'autre l'État et le capital réagissent à ces crises de façon consciente et coordonnée.

Jusqu'à présent, cette forme éparse et éphémère de lutte s'est montrée incapable d'affecter les structures fondamentales du Parti-État et de son idéologie dominante. Le capital, en tant que tendance universelle, a en revanche constamment témoigné de sa capacité à soumettre les particularités militantes auxquelles il a pu se heurter. Si la résistance des travailleurs a seulement pour résultat d'obliger le capital à détruire une classe ouvrière et à en produire une nouvelle (antagoniste) ailleurs, peut-on vraiment considérer cela comme une victoire ?

La nouvelle frontière de l'accumulation capitaliste offre à la classe ouvrière chinoise de nouvelles occasions de mettre en place des formes d'organisation plus durables, capables d'étendre le domaine des luttes sociales et de formuler des revendications politiques généralisables.

Mais jusqu'à ce que cela advienne, elle sera toujours devancée par son adversaire historique – qui est aussi le nôtre. ■

*Traduit par Aurélien Blanchard, Marion Duval et Charlotte Nordmann.*

*Reproduit avec l'aimable autorisation de Jacobin, a Magazine of Culture & Polemic.*

#### **NOTES**

1. Il n'est pas évident de savoir pourquoi les employeurs n'ont eu qu'assez rarement recours à des briseurs de grève. Une explication pourrait être que le gouvernement ne soutiendrait pas une telle décision, dans la mesure où elle serait accroîtrait les tensions et pourrait conduire à des violences ou à des troubles plus importants. Un autre facteur à prendre en compte est simplement que les grèves ne durent généralement pas plus d'un jour ou deux, étant donné que les grévistes ne bénéficient pas du soutien institutionnel de syndicats, et sont souvent soumis à une pression intense de la part de l'État. Il en découle peut-être que les employeurs éprouvent moins le besoin de recourir à des briseurs de grève.

2. Jefferson Cowie, *Capital Moves: RCA's 70-year Quest for Cheap Labor*, New York, The New Press, 2001.